



Mot de l'exécutif

Conseil fédéral
26, 27 et 28 mars 2014

Le contexte électoral

C'est plongé en pleine campagne électorale que nous nous réunissons pour le présent conseil fédéral. Mais en fait, à cause du gouvernement minoritaire qui a été mis en place aux dernières élections provinciales, à la fin de l'été 2012, on peut presque dire que la dernière année en a été une de pré-campagne ! Les annonces succédaient aux annonces, les rumeurs s'amplifiaient de jour en jour, le climat était à la fébrilité, et connaissant la durée de vie moyenne d'un gouvernement minoritaire, nous savions tous et toutes que des élections nous attendaient au tournant.

Alors, donnons-nous un go, parlons plus fort et avec notre tête des vraies affaires et, plus déterminés que jamais, regardons ensemble le paysage politique québécois plus déterminé que jamais. Nous avons d'abord une cheffe de parti qui sort de son chapeau un magnat de la presse, champion du lock-out, sans manifestement en mesurer la portée sur le plan de la concentration de la presse et de la nécessaire indépendance des pouvoirs dans toute démocratie qui se respecte. Le magnat en question fait cependant une véritable profession de foi souverainiste, ce qui met ce sujet au cœur de la campagne et provoque tout un émoi, notamment au Canada anglais, éclipsant presque, sans que personne n'ait pu le prévoir, le débat autour de la Charte de la laïcité.

Nous avons un autre chef qui dit ne jamais vouloir discuter de souveraineté, mais qui bizarrement a toujours le mot à la bouche. Sous couvert de discuter d'économie, qui est sa véritable marotte, il tente de coincer son adversaire, de relancer les mises en garde alarmistes et les campagnes de peur qui ont de toujours accompagné les débats autour de la souveraineté du Québec. Puis, un troisième chef qui tire sur tout ce qui bouge, dont les syndicats, alors qu'il sait pertinemment que son parti prendra toute une raclée le soir des élections. Enfin, une dernière cheffe de parti qui continue son chemin en devant parfois se battre pour avoir une couverture médiatique égale à celle des autres et dont les solutions sont, plus souvent qu'autrement, taxées d'irréalisme. Tout le monde reconnaît ses qualités de conviction, de rigueur et d'honnêteté, mais semble dire que tout cela est bien trop gentil pour l'univers politique qui est le nôtre. Les sondages nous montrent une tendance différente de celle qui prévalait à la veille du déclenchement des élections, ce n'est plus le Parti québécois qui est en tête des

intentions de vote, mais bien le Parti libéral. Les derniers sondages confirment que ses appuis vont grandissant. On parle même d'un renversement de tendance. Mais il nous reste encore une dizaine de jours de campagne électorale, dont un deuxième débat, et il est difficile de prétendre connaître précisément le résultat des urnes au soir du 7 avril.

Une chose est sûre cependant, c'est que, jusqu'à maintenant, l'enseignement supérieur, ou même l'éducation en général, sont à peu près absents des débats, et ce, deux ans à peine après que le Québec ait connu une des plus importantes mobilisations sociales (terme que je préfère infiniment plus que celui de crise sociale) autour de l'enjeu de l'accessibilité aux études supérieures. Même si nous pouvons noter positivement qu'aucun parti politique n'a inscrit à son programme une hausse des droits de scolarité (autre que l'indexation déjà prévue), nous regrettons amèrement qu'un sujet si crucial pour l'avenir de notre société, de notre démocratie, soit ainsi balayé sous le tapis. Peut-être pouvons-nous nous consoler en constatant que beaucoup d'autres sujets importants sont eux aussi laissés pour compte. Ainsi, la culture, l'environnement et l'utilisation de nos ressources naturelles, l'agriculture, la justice sociale, la lutte à la pauvreté et le bien commun sont tous des orphelins de cette campagne électorale. Pourtant, n'est-ce pas le moment idéal pour soulever ces enjeux ? Sommes-nous condamnés à voir les campagnes électorales se transformer de plus en plus en campagnes de marketing comme tant d'autres que nous subissons ? Comment, alors, se surprendre que le cynisme envers la politique et la chose publique ne cessent de grandir ?

Au fédéral

Et quand on voit ce qui se passe sur la scène fédérale, disons qu'il n'y a rien là pour freiner le cynisme. Passons outre toutes les attaques contre les mouvements sociaux, féministes et syndicaux dont nous avons amplement parlé dans les mots d'ouverture des précédents conseils fédéraux. Mais prenons quelques minutes pour parler du départ de Monsieur Flaherty, fidèle ministre des Finances depuis les tout débuts du gouvernement conservateur. Ce ministre a choisi de priver le gouvernement central de 14 milliards de revenus, et ce de la façon la plus régressive, c'est-à-dire en diminuant la TPS et les taxes aux entreprises plutôt que l'impôt sur le revenu. Il a mis en place des

crédits d'impôt ciblés sur des populations bien précises, en espérant obtenir ainsi leur appui. Rappelons-nous que, pour bénéficier des crédits d'impôt, il faut d'abord en payer des impôts, ce qui exclut les plus démunis d'entre nous. On lui doit également des projets de loi budgétaires mammouth qui incluaient des centaines, oui des centaines, de mesures différentes. Façon peu subtile, mais efficace de faire passer ses politiques. Ainsi en a-t-il été des modifications à l'assurance-emploi et du report de 65 à 67 ans de l'accès à la Pension de sécurité de vieillesse. Son successeur, monsieur Oliver, ministre des Ressources naturelles, a quant à lui été assermenté à huis clos. Quelle belle démocratie transparente avons-nous là !

Les suites du Sommet

Le Sommet sur l'enseignement supérieur a permis à tous les acteurs du milieu de discuter de l'ensemble des enjeux touchant l'enseignement supérieur pendant plusieurs mois, et a permis la mise en place de 5 grands chantiers. Mais à part celui portant sur l'aide financière aux études, les quatre autres n'ont toujours pas mis de l'avant des solutions concrètes. Les chantiers sur le financement des universités sont toujours en cours de consultation, tel que cela était prévu dans le calendrier de travail, mais le rapport d'étape rendu public est des plus inquiétants, en effet le gouvernement semble vouloir aller de l'avant avec une formule de réinvestissement qui n'est pas sans rappeler les fameux contrats de performance proposés par François Legault en 2000, lorsqu'il était ministre de l'Éducation sous un gouvernement péquiste et qui avaient été fortement dénoncés par le milieu universitaire. De plus, le réinvestissement est problématique dans plusieurs universités, car, dans certains cas, la subvention gouvernementale pour l'an prochain pourrait être inférieure à celle versée cette année, et ce malgré une augmentation des inscriptions ! Toujours du côté des universités, le chantier sur la création du Conseil national des universités et celui sur la loi-cadre sont terminés depuis plusieurs mois, mais les propositions se font toujours attendre. Pourtant, il s'agit là de sujets d'une importance capitale dans la refonte de nos universités et une impulsion vers la collaboration plutôt que la compétition de plus en plus féroce entre les établissements.

En ce qui concerne le Chantier sur l'offre de formation au collégial, rendu public en janvier dernier, bien qu'il inscrive la stabilité du financement du réseau comme étant primordiale et qu'il énonce clairement un souci de pérennité du réseau collégial dans une perspective de baisse démographique, nous demeurons toujours inquiets au sujet du maintien de la diversité des programmes et de l'élargissement des formules comme la formation à distance, qui ne doivent surtout pas représenter une panacée ou être vus comme un moyen de faire des économies au détriment de la qualité de la formation. La même hésitation nous amène à la prudence sur la question de l'internationalisation qui, nous croyons, doit s'inscrire dans une perspective de coopération et de développement et non dans un processus de marchandisation du savoir.

Les États généraux

Lors de la réunion de notre conseil fédéral du printemps dernier, les délégués confiaient à la FNEEQ un mandat fort important, celui de prendre l'initiative d'organiser des états généraux de l'enseignement supérieur. Il s'agit d'un mandat d'envergure qui animera la vie de la fédération au cours des prochains mois. L'idée générale est de nous réapproprier, comme syndicat d'enseignantes et d'enseignants, le sens que nous voulons donner au rôle primordial de l'enseignement supérieur dans notre société. Il faut saisir cette occasion pour remettre à l'avant-scène certains enjeux comme la gratuité, bien sûr, mais aussi notre opposition à la marchandisation et à la vision utilitariste de l'éducation, nous voulons parler de la gouvernance, l'assurance qualité et bien d'autres encore. Et à la lumière de la présente campagne électorale, nous ne pouvons que constater encore plus la pertinence, voire la nécessité, de tenir ces États généraux.

Il est donc important que les États généraux que nous organisons regroupent les forces vives de l'enseignement supérieur dans un espace de discussion qui permet de créer un levier politique réclamant que l'on fasse de l'éducation, y compris l'enseignement supérieur, une véritable priorité nationale. Nous croyons également que cette initiative doit être l'occasion de se rapprocher des membres dans les syndicats.

Pour atteindre l'ensemble de ces objectifs, la FNEEQ propose donc une démarche qui s'étendra sur plus d'un an, et qui commence aujourd'hui même. Ce coup d'envoi, dont nous sommes particulièrement fiers, réunira Nico Hirtt, enseignant et universitaire belge

qui nous parlera de l'éducation sous la dictature du marché, et Yves Gingras, professeur d'histoire à l'UQAM qui, lui, discutera avec nous de l'évaluation des établissements d'enseignement dans la logique d'un marché mondial. Pour en permettre la diffusion la plus large possible, cette conférence, à laquelle vous êtes tous conviés, sera également web-diffusée, et nous savons déjà qu'il y a des régions qui ont organisé des visionnements collectifs.

L'automne prochain sera l'occasion de faire une tournée de certaines régions pour recueillir l'opinion des membres sur le terrain, mais surtout de tenir un Forum sur les enseignantes et les enseignants universitaires contractuels, forum qui se tiendra du 20 au 22 novembre. Ce forum sera l'occasion de faire le portrait des contractuels dans les universités d'ici et d'ailleurs et de leur contribution à la qualité de l'enseignement. Il sera également question de la liberté académique, de la propriété intellectuelle et de la formation à distance. Nous ne saurions passer sous silence la conférence donnée par Vincent de Gaulejac sur l'université, malade de gestion. Pour plus de détails, nous vous invitons à lire le numéro spécial du *Carnet universitaire* au sujet de ce forum, qui paraîtra sous peu. Enfin à l'hiver 2015, notre démarche culminera par la tenue d'un grand rassemblement d'échanges et de convergence sur l'enseignement supérieur. C'est donc à toute une démarche que nous invitons nos syndicats et leurs membres à s'inscrire activement afin que les États généraux obtiennent le succès qu'ils méritent. Nous nous sommes donné des mandats qui demandent l'engagement de tous. Les syndicats et les syndiqués devront donc s'y impliquer pour que ces mandats puissent prendre tout leur sens.

Forum social des peuples

Il en est de même pour le Forum social des peuples qui se déroulera du 21 au 24 août prochain à Ottawa. Ce forum social a pour objectif de favoriser la convergence entre les mouvements sociaux du pays, notamment en vue de renforcer l'opposition au néoconservatisme et au néolibéralisme partout au Canada. En fait, pour dire vrai et pour dire court, pour battre les conservateurs lors du prochain scrutin fédéral ! Les organisations québécoises ont massivement appuyé cet objectif et l'idée qu'un forum social, de par sa nature large, inclusive et participative offrirait l'occasion idéale afin de créer des ponts entre les divers peuples du Canada, dont bien sûr les peuples autochtones. La FNEEQ, à l'instar de la CSN, appuiera donc la mobilisation en vue de cet

important événement. Mais nous comptons également sur la mobilisation et la participation des militantes et des militants des syndicats. Si nous voulons véritablement avoir un impact et faire changer les choses, les simples mobilisations d'appareils ne sont pas suffisantes !

La situation à l'interne

Toutes ces activités se déroulent à la FNEEQ alors que nous rencontrons plusieurs défis d'ordre organisationnel, surtout du côté du regroupement cégep. Des prises de retraite et un congé de maladie nous ont obligés à fonctionner avec des effectifs réduits et à réorganiser notre travail. Avec le présent conseil, nous vous proposerons des solutions pour assumer ces remplacements intérimaires. Dans une fédération comme la nôtre, où les journées sont fort remplies, les mandats nombreux et les exigences élevées, ce temps de réorganisation a demandé beaucoup de travail, d'énergie et de confiance de la part de toute l'équipe. Nous tenons à le souligner et à remercier chacun et chacune qui ont mis l'épaule à la roue.

Par ailleurs, la situation financière de la FNEEQ reste confortable. C'est pourquoi nous proposons au présent conseil un budget révisé, qui, nous le croyons, permettra de mieux rencontrer les défis qui continuent de nous attendre. L'argent des cotisations syndicales doit être utilisé pour soutenir notre action, et ainsi nous rendre plus forts et plus en mesure de remplir notre mission auprès des syndicats et de leurs membres.

Les regroupements

Laissez-moi d'abord vous annoncer deux très bonnes nouvelles. En effet, l'exécutif de la FNEEQ est heureux de vous annoncer l'arrivée de deux nouveaux syndicats au regroupement privé. Il s'agit de deux syndicats de niveau collégial : le Conservatoire Lassalle, qui regroupe une vingtaine de chargées et de chargés de cours œuvrant dans des programmes d'arts et lettres, et le collège Marianopolis, une institution anglophone où travaillent quelque 150 enseignantes et enseignants. Ces deux institutions sont situées à Montréal. Il faut souligner qu'il n'y a pas là de simples affiliations, mais d'un travail acharné, presque clandestin, de syndicalisation de groupes non syndiqués où règnent souvent l'arbitraire et le favoritisme. L'arrivée de ces syndicats vient consolider

le regroupement privé, ainsi que la place privilégiée de la FNEEQ dans l'enseignement collégial. Ainsi, c'est maintenant huit institutions collégiales privées subventionnées sur 25 que nous avons le privilège de représenter. Nous leur souhaitons la plus cordiale des bienvenues.

Malheureusement, nous devons en même temps que nous accueillons ces nouveaux membres dire au revoir à d'autres. Le collège Queen of Angels Academy que nous avons eu le plaisir de syndiquer il y quelques années doit maintenant fermer ses portes, faute d'effectifs étudiants. La situation de cette institution est tellement précaire qu'il n'est même pas certain qu'elle aura le moyen de payer ses employées et employés d'ici la fin de l'année scolaire. Bien sûr, la fédération, appuyée par la firme MCE Conseils, veille à faire respecter la convention collective jusqu'au dernier jour de travail, en plus d'accompagner le syndicat dans le remplacement des enseignantes et des enseignants, ou leur prise de retraite afin de réduire le plus possible les pertes d'emplois. C'est la troisième institution privée syndiquée avec nous qui ferme ses portes depuis le début de ce mandat (rappelons-nous donc l'école primaire des Arbrisseaux et le collège Antoine-Girouard). Il s'agit à chaque fois d'une situation difficile et émotive. Je tiens à souligner que bien que dans ces deux derniers cas la fermeture ait eu lieu il a plusieurs mois, la FNEEQ, ses conseillers syndicaux aux dossiers et le Service juridique de la CSN continuent à être présents et à travailler d'arrache-pied pour s'assurer que les droits des salariés impliqués soient respectés jusqu'au bout du processus.

Sinon, comme c'est toujours le cas au printemps, les cinq syndicats du regroupement privé qui sont présentement en négociation voient les travaux s'intensifier. Tous souhaitent un règlement avant la fin de l'année scolaire, en mettant les bouchées doubles pour y arriver. Nous convions donc le conseil fédéral à venir soutenir l'un d'eux demain midi. Les sections personnel non-enseignant et professeurs de musique du Collège Villa Maria ont besoin de notre appui pour conclure leur première convention collective. Nous répondrons donc présents, en toute solidarité!

Enfin, le regroupement privé a donné son avis sur les modifications annoncées au cours d'histoire au secondaire. Il a souligné positivement le nouveau découpage chronologique entre les cours d'histoire au secondaire 3 et 4, ainsi que le repositionnement du contenu qui ne met plus l'accent sur l'approche par compétence. Et, conformément à ses positions antérieures, le regroupement privé a tenu à rappeler qu'il souhaitait voir renforcée la formation disciplinaire des futurs maîtres.

C'est conjointement avec le regroupement privé et ses syndicats du collégial que le regroupement cégep en est venu à la conclusion qu'il fallait demander un moratoire au sujet de l'introduction d'un élément intitulé « Histoire du Québec » dans la formation générale commune du collégial. Adoptée par le Bureau fédéral, cette position met de l'avant qu'il manque une discussion préalable et essentielle sur le sens et les composantes de la formation générale dans les institutions collégiales avant d'introduire à toute vitesse, et au détriment de la formation complémentaire, un cours dont le contenu est encore imprécis. Le mémoire déposé à cet effet vous sera présenté lors du présent conseil.

Le regroupement cégep a par ailleurs été occupé par de nombreux autres sujets, dont celui des négociations du secteur public. Le comité de négociation, formé de 5 enseignantes et enseignants de cégeps, est entré en fonction vers la mi-janvier. À peine un mois plus tard, il donnait à presque une centaine de personnes une formation sur la négociation et la mobilisation. Tout de suite après, le comité a entamé une tournée des 46 syndicats de cégeps du regroupement pour discuter avec eux des enjeux de la prochaine négociation, et ce, en vue de produire d'ici la fin de l'année scolaire un cahier de demandes. Le comité consultera également les syndicats sur le contenu de ces demandes.

Soulignons aussi la création d'un autre Front commun en vue des négociations du secteur public. La CSN, la FTQ et le SISP (formé de la CSQ, de l'APTS et du SFPQ), ont signé un protocole de solidarité, plus connu sous le nom de protocole de non-maraudage, et un protocole de fonctionnement. Ce dernier propose un nouveau modèle de coordination des demandes syndicales autant celles de la table centrale que celles des différentes tables sectorielles entre tous les partenaires de ce front commun. Voilà, nous l'espérons, qui resserrera les liens entre les organisations syndicales du secteur public et qui augmentera d'autant plus notre rapport de force.

Le regroupement cégep poursuit également ses travaux en lien avec la relativité salariale. L'opération de mobilisation connue sous le thème de Dé rangement 21 a connu un véritable succès. Ainsi, le Conseil du trésor a cessé de dévaluer la catégorie d'emploi des enseignantes et des enseignants du collégial en nous plaçant au rangement que nous occupions avant le début des travaux, soit le rangement 22. De plus, il accepte d'ouvrir un espace de négociation pour discuter des diplômes de maîtrise et de doctorat, ce qui n'était pas prévu dans le cadre des travaux sur la relativité salariale. Il ne s'agit là que de la première manche de tous ces travaux. Nous demeurons vigilants et

les syndicats du regroupement sont prêts à reprendre la mobilisation en cas de blocage ou de recul de la part du Conseil du trésor.

Les syndicats du regroupement cégep sont enfin très préoccupés par la question de l'assurance qualité et de la méta évaluation en lien avec les travaux de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial. Les syndicats, pour contrer ce qu'ils jugent comme des attaques à l'autonomie professionnelle du personnel enseignant, ont lancé une consultation appelant à un boycott du processus. Nous tenons à rappeler que tous ces travaux se poursuivent à un rythme accéléré, alors que le regroupement doit accueillir deux nouvelles personnes à sa coordination politique. Voilà tout un défi !

Du côté du regroupement université, les travaux de la négociation regroupée se poursuivent. Ainsi, le regroupement a eu un bon débat sur les ressources de la FNEEQ en appui à la négociation et on y a largement discuté du rôle des personnes conseillères syndicales, entre autres comme porte-parole à la table de négociation. En avril, à Vaudreuil, le regroupement tiendra une session de formation sur la mobilisation et l'information. Ce sera l'occasion de faire le point sur la mobilisation bien sûr, mais aussi de revoir les modes de négociation, le travail d'équipe et les liens entre la mobilisation, l'information et les travaux de la table de négociation. En outre, la cible salariale commune des prochaines années sera discutée lors du regroupement d'avril.

À l'échelle locale, les chargés de cours de l'Université McGill, qui forment maintenant leur propre syndicat, distinct de celui des assistants et des surveillants d'examens, sont en attente d'une date pour commencer l'arbitrage de leur première convention collective. Cet arbitrage est devenu nécessaire face à l'intransigeance de l'employeur, dont l'attitude antisyndicale est super bien connue. Les négociations se poursuivent également à la TELUQ où on a demandé la conciliation, à l'université de Montréal, à l'UQO et à l'UQAT. Enfin, le regroupement université amorce diverses réflexions, entre autres sur les étudiants en situation de handicap et sur les impacts de la présence des ordres professionnels. La formation à distance demeure aussi une préoccupation constante pour nos membres. Le regroupement de mai se tiendra à Chicoutimi pour souligner le 30e anniversaire de ce syndicat.

La question des régimes de retraite a également occupé la coordination du regroupement université. Dans la foulée du rapport D'Amour, des représentants du regroupement ont participé au Forum sur les régimes de retraite du secteur universitaire organisé par le ministère du Travail et celui de l'enseignement supérieur.

Ils y ont mis de l'avant l'inutilité de légiférer pour encadrer, de façon uniforme, les régimes à prestations déterminées dans les universités, car leur situation est loin d'être aussi précaire que celles des municipalités et des entreprises privées. Mais il a surtout souligné l'importance du respect de l'équité entre les divers groupes partageant un régime de retraite, comme c'est le cas à l'Université de Montréal et à l'université Concordia. Enfin, il a dit souhaiter des améliorations aux régimes de retraite à cotisations déterminées, qui sont le lot de tous nos syndicats de chargé-e-s de cours dans les universités.

Conclusion

Encore une fois, c'est le portrait d'une fédération fort occupée, en santé financière et démocratique, et présente sur plusieurs fronts que nous vous représentons, et nous souhaitons que cela puisse se poursuivre en travaillant avec l'ensemble de nos syndicats affiliés.

Je ne saurais terminer ce mot d'ouverture sans inviter chacun et tous nos syndicats à participer au prochain Congrès de la CSN. Notre confédération est une organisation très démocratique et son congrès le démontre clairement : élections, prévisions budgétaires, statuts et règlement, mais surtout orientations politiques y sont tous débattus largement. Votre présence dans les débats y est essentielle pour l'éducation, pour la FNEEQ, pour la CSN.

Il ne me reste qu'à nous souhaiter à toutes et à tous de bons débats.

Vive la FNEEQ !

Vive la CSN !